



JOSEPH TONDA

OMAR BONGO ONDIMBA, PARADIGME DU POUVOIR POSTCOLONIAL

LA MORT DU PRÉSIDENT OMAR BONGO ONDIMBA, PEU DE TEMPS APRÈS CELLE DE SON ÉPOUSE, EST UN ÉVÉNEMENT POLITIQUE ET SYMBOLIQUE QUI A MIS EN EXERGUE LA MANIÈRE DONT LA MORT PRODUIT, EXASPÈRE, INTENSIFIE LE LIEN POLITIQUE DANS UNE RELATION QUI N'EST PAS D'EXTÉRIORITÉ MAIS QUI INSCRIT LE POUVOIR DANS UN PARADIGME DE LA GUERRE OU DE LA CHASSE. DANS CE PARADIGME, LA LONGÉVITÉ DU DÉFUNT PRÉSIDENT GABONAIS, DONT TÉMOIGNENT, SUR LE PLAN SYMBOLIQUE, UN CHANGEMENT DE PRÉNOM ET UN RAJOUT DE PATRONYME, S'APPRÉHENDENT COMME LE RÉSULTAT D'UN TRAVAIL INCESSANT DE PROTECTION, DE RÉSISTANCE, DE BLINDAGE CONTRE LES ATTAQUES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU PAYS. CET ARTICLE PROPOSE UNE INTERPRÉTATION POLITIQUE ET ANTHROPOLOGIQUE DE LA DISPARITION DE CELUI QUE L'ON AVAIT COUTUME D'APPELER LE DOYEN DES CHEFS D'ÉTAT D'AFRIQUE FRANCOPHONE ET QUI EST, À LUI SEUL, LE PARADIGME DU POUVOIR POSTCOLONIAL.

« Mon petit, si tu entends que moi, Bongo, je suis mort, ne t'alarme pas, ne pleure pas, si tu n'as pas vu mon cadavre »

(Omar Bongo, le 13 juin 1987¹)

La mort, le 8 juin 2009 à Barcelone du Président Omar Bongo Ondimba est un événement politique d'une grande portée symbolique, au regard du rôle qu'il jouait au niveau de la sous région d'Afrique centrale, mais aussi dans tout le continent et même en France si l'on en juge par les nombreux articles de la presse française parus depuis les annonces officieuse² et officielle de son décès, les palabres que celui-ci a allumées entre hommes politiques français, notamment entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, la présence aux obsèques, à Libreville, de Nicolas Sarkozy et de Jacques Chirac, et enfin la huée

de Nicolas Sarkozy par un groupe de jeunes Gabonais lui reprochant d'avoir laissé la justice française s'attaquer au Président gabonais dont la mort serait la conséquence de cette action judiciaire³. De l'héritage d'Omar Bongo, certains retiendront son implication dans les médiations africaines, comme l'indique le dernier ouvrage d'Elikia Mbokolo⁴, paru le 3 juin 2009, cinq jours avant l'annonce officielle de la disparition du président gabonais. D'autres mettront plutôt en exergue son bilan intérieur en pointant le gâchis politique, économique et social de ses quarante et un ans de pouvoir.

Cette brève contribution n'a pas vocation à dresser cet inventaire qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, ni à spéculer sur l'avenir en esquissant des scénarios de succession et en mesurant les « risques » de chacun d'eux. Je voudrais plutôt m'intéresser ici aux rapports complexes entre d'une part la mort, « phénomène biologique individuel, dont l'interprétation, imposée par le modèle culturel, est immédiatement sociale⁵ » et politique, et d'autre part, le pouvoir dont l'exercice, dans le contexte des sociétés d'Afrique centrale, a – notamment mais pas exclusivement – pour paradigme la chasse ou la guerre. Dans ce paradigme, la longévité du défunt président gabonais dont témoignent, sur le plan symbolique, un changement de prénom et un rajout de patronyme (d'Albert Bernard Bongo à Omar Bongo Ondimba en passant par Omar Bongo), s'appréhende comme le résultat d'un travail incessant de protection, de résistance, de blindage, de contre-attaques ou d'attaques contre les attaques. Dans ce paradigme aussi, la mort se présente comme un événement et un moment *révélateurs*, dans la mesure où elle fait sortir au grand jour des agents insoupçonnés, rappelle des coalitions, des complicités,

1. Propos rapportés par un internaute, le 25 mai 2009, sur le site Kameruncoop.wordpress.com : « [...] Moi, je me tiens à la conversation que j'ai eu avec le Président Bongo le 13 juin 1987. Je cite : "Mon petit, si tu entends que moi Bongo, je suis mort ne t'alarme pas, ne pleure pas, si tu n'as pas vu mon cadavre". C'est vrai que le vieux est malade, il pourra peut-être mourir. Mais attendons voir. Le Président Bongo ne peut pas mourir sans qu'il n'y est (sic) un signal mystique dans le pays, il a géré les mannes du Gabon et les Gabonais. J'ai confiance à mon vieux. Vaquons à nos occupations professionnelles. Laissons les autres à (sic) se saouler avec la limonade. Le président n'est pas encore mort. » <<http://209.85.229.132/search?q=cache:XX6Tl3SV2jcj:kameruncoop.wordpress.com/2009/05/11/bongo-est-il-mort/+bongo+couronne+opposants&cd=11&hl=fr&ct=clnk&gl=fr>>.

2. Celle notamment du site du journal *Le Point*, quatre heures avant celle du Premier ministre gabonais qui l'a d'abord démentie.

3. Journal télévisé de *France 2*, à 20 heures, le 16 juin 2009.

4. E. M'Bokolo, *Médiations africaines. Omar Bongo et les défis diplomatiques d'un continent*, Paris, l'Archipel, 2009.

5. M. Augé, C. Herzlich (dirs.), *Le sens du mal. Anthropologie, sociologie et histoire de la maladie*, Paris, Editions des Archives contemporaines, 1984, p. 18.



des ralliements, mais aussi des désertions, des trahisons, des propagandes, des « guerres fratricides » avec leurs connexions à l'étranger.

L'INDIVISIBLE CORPS DU POUVOIR

Dans le paradigme de la guerre et de la chasse, le corps des personnes engagées dans la bataille n'est pas réductible aux limites biologiques de leur individualité ou de leur intégrité physique. Il englobe les corps des proches, humains et non humains⁶. La mort des proches, comme la dégradation des biens matériels ou le dépérissement des cultures, sont interprétées comme des manifestations de l'attaque du corps du pouvoir, entendu indifféremment comme chef de l'État ou chef de famille, figure sous laquelle apparaît plus que tout autre, Omar Bongo Ondimba, comme le montre ce titre du journal *Libération* du mardi 16 juin 2009 : « L'hommage orchestré des Gabonais à "papa Bongo" ».

C'est dans cette perspective du corps indivisible du pouvoir que l'imagination populaire au Gabon et au Congo a interprété la mort, le 14 mars 2009 à Rabat au Maroc, d'Edith Lucie Bongo, fille du président congolais Denis Sassou Nguesso, presque trois mois avant son époux. Cette interprétation a été fortement alimentée par les paroles, très énigmatiques, prononcées à Edou, au Congo, par maître Aimé Emmanuel Yoka, oncle paternel d'Edith Lucie Bongo, quand il termina son oraison funèbre en remerciant la défunte des « confidences » qu'elle lui avait faites, et en disant : « Ma fille, à bientôt, à très bientôt, je dis bien à très bientôt ! » Trois fois le terme « à bientôt » a été prononcé et certains ont fait valoir que cette répétition signifiaient les trois mois au terme desquels devait se produire un événement important. Était-il, cet événement, la mort début juin du Président Omar Bongo Ondimba ? Les rumeurs vont évidemment bon train sur le sujet dans les rues de Libreville. Mais, par-delà ces spéculations sur la pertinence ou pas des « prophéties autoréalisatrices », ce qui importe ici est le fait que ces imaginaires confortent l'indivisibilité du corps du pouvoir dont la mort s'annonce par celle d'un proche.

Certes, ce n'est pas seulement en Afrique que le pouvoir s'identifie à la vie et à la santé, et que la maladie, supposée ou diagnostiquée du corps du pouvoir, produit des tensions, révèle des contradictions, provoque des crises ou alimente des fantasmes de mort. On se souvient du traitement politique du cancer du Président François Mitterrand en France. Le peuple, partout, manifeste dans les sociétés contemporaines une attention vigilante à la vie des corps qui le gouvernent. En Occident le souci du corps beau, du corps fort, jeune, sportif, dynamique, s'inscrit dans un imaginaire social de la réussite, de la compétition

et de l'« action » qui n'est évidemment pas sans lien avec les contingences historiques de la gouvernamentalité néolibérale. Un président jeune et charmant, avec une épouse également jeune, belle et élégante, incarnent les idéaux du corps du pouvoir aujourd'hui en Occident européen et américain. Mais en Occident, à la différence de l'Afrique subsaharienne, le pouvoir a « laissé tombé la mort »⁷. En Afrique, par contre, la mort apparaît, sous le mode d'un oxymore, comme *la vie du pouvoir*, autrement dit, sa condition. Ce modèle n'est pas seulement en vigueur dans l'exercice du pouvoir politique. Il l'est également dans l'exercice du pouvoir familial, du pouvoir dans l'entreprise, du pouvoir dans l'administration publique, au village ou à la faculté.

C'est à mon sens l'une des raisons pour lesquelles l'arbitraire, l'impunité, la corruption, les crimes de sang, sont des points où se nouent des complicités paradoxales, des ententes contradictoires, mais aussi des contestations, des retournements, des trahisons dans les camps ou entre les camps engagés dans les rapports de guerre, rapports de chasse, qui caractérisent une partie des rapports de pouvoir en Afrique subsaharienne. Dirigeants et dirigés, dominants et dominés, sont pris dans les logiques de guerre et de chasse qui s'articulent à l'identification du corps du pouvoir à l'argent et aux marchandises, au point où, au Gabon et au Congo par exemple, dans les structures de filiation matrilineaires ou patrilineaires, la mort d'un chef de famille expose sa veuve et ses enfants à la guerre que vont leur livrer les sœurs, les neveux, les nièces du défunt, qui les dépossèdent sans état d'âme des biens laissés par celui-ci. Au Gabon, un caricaturiste célèbre, Lybek, met en scène ces pratiques qui traduisent le fait que la guerre autour des corps du pouvoir n'est pas seulement réductible au domaine du pouvoir politique, mais se rencontre aussi dans le domaine familial et sociétal. Elle fait du pouvoir un exercice de captation et de capitalisation de la vie par la destruction de la vie des autres dans toutes les relations sociales et dans tous les domaines de la vie sociale. Du coup, les « guerres de succession » dont la presse fait état au sein de la famille d'Omar Bongo Ondimba, principalement entre sa fille, Pascaline et son fils Ali Ben Bongo, paraissent comme l'expression paroxystique de ces « relations de guerre » dans la société gabonaise actuelle.

6. Je m'inspire ici des développements que fait sur ce thème J. Favret Saada dans *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard, 1977.

7. M. Foucault, *Histoire de la sexualité. Tome I, La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.



**LE BASCULEMENT DU CORPS DU POUVOIR DANS L'IMAGINAIRE
DE LA MALADIE ET DE LA MORT**

La représentation du corps du pouvoir comme corps fort, corps viril, corps sain, corps indivisible dans le contexte du paradigme de l'exercice du pouvoir comme exercice de guerre, contexte où le pouvoir n'a pas « laissé tomber la mort », pour « faire vivre et laisser mourir »⁸, implique donc des attaques et des contre-attaques plus ou moins meurtrières. Plusieurs moments historiques illustrent cette réalité en ce qui concerne Omar Bongo Ondimba. Je retiendrai ceux qui partent des années 1990 au cours desquels le Président a donné lieu à une intense production d'imaginaires sur son rapport politique à la mort.

En effet, c'est au cours de la campagne pour l'élection présidentielle de 1998 que le candidat Omar Bongo fit mention à la télévision des pratiques symboliques de sa mise à mort par des personnes qui enterraient vivants des moutons et sa photo, sur commande de ses concurrents à cette élection. Mais c'est surtout à l'occasion de cette campagne que culmina, trois ans après le jugement à Paris du couturier Francesco Smalto, l'usage politique de la santé du Président non seulement par les médias et les hommes politiques français, mais aussi par les habitants des quartiers des villes et des villages gabonais. L'affaire Francesco Smalto, qui fut jugée à Paris lors de la campagne présidentielle de 1995 qui opposait Jacques Chirac et Edouard Balladur, portait sur le motif suivant lequel le couturier parisien procurait au président Bongo des call-girls accompagnant la livraison de ses costumes pour un montant de 3 millions de francs français par an. Mais si Smalto fut condamné pour « proxénétisme aggravé », le spectre de la mort fit son irruption dans cette affaire lorsque la presse française évoqua la séropositivité du Président qui aurait eu des rapports sexuels non protégés avec les call-girls. Le mal était fait et la figure présidentielle fut dès lors associée à celle, mortelle, d'une maladie liée au sexe et au sang. Cette maladie, cependant, avait dans l'imaginaire politique et social gabonais un statut ambigu qui manifestait l'exceptionnalité génétique des Gabonais : ils en auraient été protégés naturellement. Cette déclaration fut faite par un médecin gabonais dans les mêmes années où le Président Mobutu amena dans sa délégation, lors d'un voyage aux Etats-Unis, un savant zairois dont la réputation fut faite sur la découverte d'un médicament supposé guérir le Sida : le M.M.1.

Mais, si les Gabonais étaient censés être immunisés naturellement contre le Sida, il n'en demeurerait pas moins que l'association réalisée par la presse française en 1995 entre la figure présidentielle et cette terrible maladie fut le point de départ de toutes les rumeurs sur la santé du chef de l'État. C'est ainsi qu'en 1998, une rumeur qui courait à Libreville disait que le Président

ne finirait jamais son mandat, une fois élu, alors, au lieu de créer des violences inutiles dans le pays, il valait mieux voter pour lui, sa mort réglerait naturellement la question de sa longévité et donc de l'alternance politique.

L'efficacité symbolique, en l'occurrence ici politique, de cette rumeur était assurée par le spectre des morts de la guerre congolaise qui, en 1998, n'en finissait pas de finir, même après la victoire des armées du général Denis Sassou Nguesso contre celles du professeur Pascal Lissouba. Le Gabon n'avait pas besoin d'une guerre, disait-on, et mieux valait préserver la paix en votant pour le candidat Omar Bongo. En affinité avec cette rumeur, un slogan politique faisait valoir officiellement la dimension alimentaire de la paix : « On mange la paix ! ». Cet argument, mobilisé en soutien à Bongo, était en vérité une réponse au slogan qui proclamait « On ne mange pas la paix » pour mettre en pièces la propagande des « pédégistes », les membres du PDG (Parti démocratique gabonais), la formation du candidat Omar Bongo, qui faisaient valoir le succès de sa politique dans la préservation de la quiétude au Gabon. « Manger la paix » signifiait ainsi se protéger de la mort certaine qu'apporterait la guerre si le candidat Omar Bongo n'était pas réélu. Mais, sur le plan symbolique, il y avait plus que des slogans de campagne : à leur corps défendant, l'ambivalence de ces symboles de la politique du ventre fit que les « pédégistes » travaillèrent objectivement avec les opposants politiques à ancrer l'image d'Omar Bongo dans le registre inquiétant d'un pouvoir de mort⁹ prenant en otage la vie des citoyens contre la sienne, menacée par le refus de « manger la paix ».

Ces thématiques symboliques de la mort et de la paix, traitées en termes de nourriture, traduisaient non seulement des exaspérations partisans croisées autour, d'une part, de la longévité exceptionnelle du Président et, d'autre part, de la précarité quotidienne des corps populaires des *mapanes*, les quartiers sous-intégrés de Libreville. Mais les représentations du pouvoir comme menace sur la vie des citoyens furent davantage renforcées par la parole présidentielle qui inscrivit publiquement la possibilité de punir de mort ceux qui, contre sa personne, n'envisageaient le combat politique qu'en termes de lutte à mort : « J'apporterai une couronne de fleurs à chacun d'entre eux », déclara-t-il en 1998 à son retour d'un voyage à l'étranger. À partir de cette date, les décès de quelques grandes figures de la vie politique gabonaise ont été interprétés dans les taxis-bus, les *clandos* (taxis informels) et les *mapanes* de Libreville comme la réalisation de cette parole.

8. *Ibid.*

9. Voir, sur ce thème, un des premiers dossiers de *Politique africaine*, « Le pouvoir de tuer », n° 7, octobre 1982.



Par ce jeu des attaques et des contre-attaques discursives et symboliques qui structuraient le lien politique autour de la thématique de la mort tout en produisant la figure présidentielle comme figure inquiétante, l'imaginaire populaire avait même fini par donner lieu à des postures d'indifférence à l'égard de la santé présidentielle. Ce qui semblait manifester une amorce de civilisation des mœurs politiques, dans ce sens où cette posture pouvait traduire un processus de sortie du paradigme de la guerre et de la chasse, ne fut hélas pas le cas. En effet, il était banal d'entendre des gens s'interdire d'évoquer la santé présidentielle, soit parce que, malgré les rumeurs, le Président arrivait toujours à les confondre en se montrant à la télévision en excellente forme, soit aussi parce que, disaient certains, tous ceux qui parlaient de la santé d'Omar Bongo finissaient par trouver la mort. J'ai ainsi entendu, dans un taxi-bus de Libreville, ce conseil que donnait un homme à son compagnon qui parlait de l'« état de santé inquiétant » du chef de l'État suivant les images vues à la télévision : « il paraissait très fatigué » ; et l'autre de lui dire : « attention, ceux qui le voient en train de mourir meurent tous avant lui ». J'ai rapporté ailleurs¹⁰ comment les « architectures imaginaires¹¹ » du Palais du bord de mer à Libreville le donnaient à lire comme haut lieu d'un pouvoir ambivalent. Cette ambivalence se manifeste avec force dans cette phase finale de la disparition du souverain.

LE THÈME DE L'AUTOCHTONIE COMME ARME DE GUERRE

J'ai suggéré plus haut que, dans le paradigme de l'exercice du pouvoir comme exercice de guerre ou de chasse, la mort se présente comme un événement et un moment *révélateurs* qui met au jour des acteurs et des thèmes stratégiques destinés à déstabiliser l'autre ou son camp. L'atmosphère générale qui a entouré la mort du président gabonais et de son épouse a réactivé les thèmes de l'autochtonie au sujet non seulement d'Edith, l'épouse, mais aussi du fils postulant à la succession, Ali Ben Bongo, soupçonné par « radio-trottoir » de n'être point gabonais.

S'agissant d'Edith, un malaise, voire une tension, au sujet du lieu de l'inhumation de son corps a troublé les esprits des Gabonais qui pensaient qu'elle serait enterrée au Gabon, le pays où elle a vécu comme Première dame de la nation. Il semble qu'un compromis ait été trouvé entre le Président Omar Bongo Ondimba et son beau-père Denis Sassou Nguesso sur cette question fort sensible et tout porte à croire que c'est au niveau de l'emblème national gabonais que les choses se sont jouées. Car le cercueil d'Edith Lucie Bongo était recouvert du drapeau gabonais jusqu'à sa dernière demeure au cimetière

familial d'Edou, au Congo, village du président Sassou à quelques kilomètres d'Oyo. La problématique de l'autochtonie et donc du lieu d'origine, en l'occurrence ici celui de la naissance du père d'Edith, a ainsi prévalu sur celle du lieu du pouvoir que représente Libreville. D'une certaine manière, ce lieu de pouvoir qu'est Oyo fut transposé, symboliquement, à Libreville à travers le nom que porte, aux yeux de tout Librevillois, la résidence présidentielle mitoyenne du Camp de Gaulle où se trouve casernées les troupes françaises.

Mais ce que révélait, semble-t-il, la revendication de la dépouille mortelle d'Edith Lucie Bongo par son père était surtout une accusation du meurtre de sa fille. En effet, l'autochtonie s'est révélée, dans cette affaire, comme thème ou arme de guerre lorsque des rumeurs circulant à Libreville ont présenté la Première dame gabonaise comme une prétendante sérieuse à la succession de son époux. Certaines personnes auraient ainsi craint qu'une « Congolaise » ne dirige le Gabon, d'autant que son implication dans la campagne présidentielle de 2005 avait révélé son dynamisme pour rallier bien des voix à Omar Bongo Ondimba. Edith Lucie Bongo aurait donc été empoisonnée. En effet, après « trois ans de déclin, [...] Edith Lucie, la fille du président congolais Denis Sassou Nguesso, meurt le 14 mars à 45 ans. Pour de nombreux Gabonais et Congolais, elle a été empoisonnée, victime des luttes internes à la "famille". Dans cette saga digne des Borgia, le beau-fils, Ali Ben, fait figure d'accusé. Sa mère, Joséphine, devenue chanteuse après sa séparation avec Omar Bongo, n'a-t-elle pas commis un tube raillant sa remplaçante? "*Le mari est à nous tous*", dit le refrain. Un soupçon, en tout cas, partagé par le chef de l'Etat congolais. "*Tu as tué ma fille!*", lance-t-il à Ali lors des obsèques¹². »

S'agissant d'Ali Ben Bongo Ondimba, cette problématique de l'autochtonie a surgi de manière inattendue au cours du mois d'avril 2009, à Libreville, suivant deux modalités. La première fut celle d'une interview accordée par le fils du Président, à l'occasion d'une fête de l'armée. Ali, ministre de la Défense, a été à cette occasion interrogé par un journaliste sur sa nationalité que certains disent nigériane. Ali fit savoir au journaliste que si une nationalité étrangère devait lui être imputée, ce serait la française car il est né en 1959 alors que le Gabon n'était pas encore indépendant. La deuxième modalité fut celle d'une intervention de sa mère, au cours du même mois d'avril, à la télévision où elle apportait les détails sur la naissance d'Alain Bernard Bongo (qui a changé ses

10. J. Tonda, *Le Souverain moderne. Le corps du pouvoir en Afrique centrale (Congo, Gabon)*, Paris, Karthala, 2005.

11. Cette notion m'est suggérée par D. Malaquais, « Villes flux. Imaginaires de l'urbain en Afrique aujourd'hui », *Politique africaine*, n° 100, décembre 2005-janvier 2006, pp. 17-37.

12. C. Boltanski et J.-B. Naudet, « Bongo : la guerre des héritiers », *Le Nouvel Observateur*, 11-17 juin 2009, p. 70.



prénoms chrétiens à la suite de sa conversion à l'islam pour s'appeler désormais Ali Ben Bongo) à Brazzaville, au Congo. Les téléspectateurs apprirent qu'Alain était né par césarienne et qu'il vit ainsi le jour dans un moment de troubles au Congo, notamment la guerre civile opposant d'une part les Mbochi (membres de l'ethnie du dirigeant politique « nordiste » Jacques Opangault et, en même temps, celle de l'actuel président congolais, Denis Sassou Nguesso) et, d'autre part, les Lari, ethnie de l'abbé Fulbert Youlou, qui deviendra en 1960 le premier président congolais. Sur le plan symbolique, les détails donnés par la mère d'Ali Ben Bongo sur les circonstances de sa naissance sont très significatifs. Notamment, la description de la rencontre par la mère et le bébé de Lari armés qui venaient de décapiter un homme, sans aucun doute un Mbochi, et dont la tête « sautait en parlant ». L'épouse du président Bongo (qui était à cette époque militaire français) dut parler lari pour convaincre les insurgés de la laisser poursuivre son chemin avec son bébé vers le quartier Bacongo. Mais avant qu'elle ne quitte ce lieu, où sa vie et celle du bébé ne tenaient qu'à un fil, si d'aventure elle n'avait pas pu réussir avec succès ce qu'on peut considérer comme un « test » linguistique, le guerrier lari qui l'interrogeait prononça une parole qui peut être considérée comme une prophétie : le bébé deviendrait un « vrai soldat ». Probablement à l'insu de sa narratrice, cette scène narrant la décapitation d'un Mbochi (ethnie d'Edith Lucie Bongo) par un insurgé Lari qui consacre le devenir soldat d'Ali Ben Bongo (le beau-fils d'Edith et fils de la narratrice) dans un discours dont le but explicite était d'attester la nationalité gabonaise de celui-ci, conforte le paradigme de la guerre et de la chasse comme paradigme du pouvoir, en même temps qu'il fait de la mort un révélateur du thème de l'autochtonie comme arme de guerre. Une arme qui risque de resurgir à l'occasion de la prochaine campagne électorale.

BONGO ONDIMBA, PARADIGME DU POUVOIR POSTCOLONIAL

J'ai fait valoir l'idée selon laquelle la longévité du pouvoir, et donc du corps qui l'exerce, est le résultat de la résistance à la mort, de la lutte contre la mort et, ajoutons, des luttes à mort. Ce que suggère cette hypothèse, c'est le fait que la perpétuation de ce pouvoir ne pouvait se faire sans produire (ou se construire sur) des consentements à la domination¹³, sans coïncider avec des schémas culturels, historiquement produits et partagés dont le paradigme de la guerre et de la chasse, articulé à l'imaginaire du corps indivisible, récapitule les logiques. Que ces consentements soient extorqués au moyen de l'argent, et donc de la corruption, de la répression physique et des traumatismes de la mort, indique que le contexte socio-historique, et donc culturel a rendu impossible

la résistance à l'argent de la corruption et aux répressions. Ce qui veut dire aussi qu'il y a eu des « collaborations » et des « participations » efficaces, des complicités, notamment des puissances étrangères dont la France¹⁴.

Cela signifie enfin que cette longévité exceptionnelle a produit des habits durables qui ne vont nécessairement pas se disloquer avec le « changement », car rien, à mon sens, ne permet de dire que le « changement » ne reconduira pas les méthodes et les dispositifs d'un système qui a montré son efficacité. La rupture avec le système est un lien¹⁵, dans bien des cas historiques. Par exemple, la posture mentale collective que résume, au Gabon, la phrase bien connue « On va encore faire comment ? » ne se dissipera pas comme par enchantement avec la mort du président Omar Bongo. Le corps du souverain, corps du roi, n'est pas seulement un corps biologique individuel. Il est un corps social et politique dont la caractéristique est bien de vivre après sa mort¹⁶. Le modèle culturel du pouvoir, historiquement produit comme domaine de la guerre et du corps indivisible du souverain n'est donc pas réductible à un individu et si le Président Bongo peut être considéré à lui seul comme paradigme du pouvoir postcolonial en Afrique, c'est parce que ce paradigme est un paradigme sociétal.

Dans la construction de ce modèle, le spectacle du corps dansant, chantant ou au contraire pleurant, est un dispositif efficient. Le corps dansant et chantant a été particulièrement mis en scène à l'époque du parti unique par les « groupes d'animation », devenus, après 1990, les « groupes socio-culturels ». Dans ce dispositif de production, l'émotion, le désir, le corps des femmes sont spectacularisés. Par la séduction et la fascination qu'ils exercent sur les spectateurs et plus encore sur les téléspectateurs, plus nombreux, ces corps de femmes dansant et chantant les mérites du Président, dans une parfaite liturgie politique, ont fortement contribué à asseoir l'hégémonie du Parti démocratique gabonais dans le champ politique. Ces femmes ne dansaient pas et ne dansent pas toutes pour le « plaisir ». Elles y étaient et y sont encore encouragées par l'argent, les pagnes, les T-shirts ou des repas qui leur sont donnés par les responsables des partis, et notamment ceux du plus grand de tous, le PDG du défunt Omar Bongo Ondimba. Quant aux larmes, leur mise en scène s'est donnée à voir sur les lieux des rites funéraires de Libreville, de

13. Voir la thèse en cours de Mathilde Debain (Université Paris I-Panthéon Sorbonne) sur les agents de l'État et la légitimation politique au Gabon, et son mémoire de Master : M. Debain, « On va faire encore comment ? » *Le travail de la connivence et de l'assujettissement politique au Gabon*, Mémoire de Master 2 Recherche en Science politique, filière Études africaines, Université Paris I, juin 2007.

14. Voir entre autres J.-F. OBiang, *France-Gabon. Pratiques clientélistes et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.

15. Y. Barel, *Le paradoxe et le système*, Grenoble, PUG, 1979.

16. Je reprends ici librement, E. Kantorowicz, *Les deux corps du roi*, Paris, Gallimard, 1989.



Brazzaville, de Franceville et d'Edou. La photo en couleur dans *Libération* du 16 juin 2009, couvrant la moitié supérieure de toute la page 9, est une illustration de ce travail de spectacularisation à laquelle toute la presse participe. Cette spectacularisation de l'émotion n'exclut donc pas aussi le fait que « beaucoup de ceux qui sont venus se recueillir recevront un petit pécule, un pagne et un repas », comme le dit un « opposant » rapporté par le même numéro de *Libération*.

Par ce travail de spectacularisation de l'émotion, les médias *réalisent symboliquement*, dans l'espace et le temps de la mort, *l'union* des corps populaires en détresse avec le corps politique. C'est, en effet, dans cet espace-temps du deuil que les médias ont pu capter et exposer la profonde détresse des présidents gabonais et congolais. La scène de la rencontre des deux Présidents, à Rabat, autour du cercueil d'Edith, a montré que le chef de l'État congolais ne pouvait contenir ses larmes et, du coup, a fait ressurgir dans les consciences des téléspectateurs et de ceux qui se trouvaient sur le lieu de la mort, lieu d'un espace-temps infini, la dure réalité de la commune condition humaine. Le Président de la république, figure extrême du pouvoir souverain (au sens à la fois de Michel Foucault et de Giorgio Agamben¹⁷) en Afrique centrale, est ainsi apparu sous la figure de celui qui, malgré ce qu'il dit, pense et fait à la tête de son pays, n'est pas différent de la condition d'un pauvre humain, accablé comme tout le monde par la perte d'un être cher. Le Président Bongo, quant à lui, n'a pas beaucoup montré ses larmes au contraire de son beau-père au Maroc. Mais le fait que le public, à l'occasion des funérailles de son épouse et des siennes propres, ait eu libre accès, sans entrave policière, au lieu par excellence du pouvoir qu'est le Palais du bord de mer à Libreville a permis à ce public de se vivre, dans cette parenthèse de l'émotion collective, comme « maître » de ce lieu du pouvoir dont le président était, du fait de la logique de la délégation de la souveraineté, le *représentant*.

Mais la fusion symbolique des corps et l'investissement physique par les corps populaires du lieu du pouvoir souverain n'ont pas bridé l'esprit des palabres. Les pleurs du Palais, au cours des funérailles d'Edith Lucie Bongo, ont accompagné des interrogations, proféré des insinuations, suggéré des accusations au point de susciter la parole d'autorité exigeant des uns et des autres d'être « dignes », de respecter la douleur de la famille présidentielle éprouvée. À Edou, au Congo, d'autres paroles ont été énoncées. Paroles solennelles, paroles ultimes, en présence du Président gabonais et de sa famille. Devant la dépouille mortelle de sa fille, le chef de l'État congolais a pris l'engagement de réaliser les projets conçus lors des longues discussions qu'il avait avec celle qui l'appelait affectueusement « le Grand », tandis que lui l'appelait « Petite ». Ces engagements solennels ont résonné comme des engagements politiques dans un contexte de pré-campagne électorale présidentielle au Congo. L'imaginaire

populaire congolais donnera sans aucun doute des significations politiques à l'étrange ou malheureuse coïncidence qui a fait que le Président Sassou se déclare candidat à sa propre succession le jour de l'annonce du décès du Président gabonais. Par ailleurs, le fait que la dépouille mortelle d'Omar Bongo soit arrivée à Libreville, le jeudi 11 juin, en présence du chef de l'État congolais et que celui-ci ait décrété un deuil national au Congo de 8 jours continuera à stimuler la productivité inépuisable des imaginaires gabonais et congolais s'agissant non seulement du lien entre mort et politique, mais également entre famille et politique des deux côtés de la frontière.

J'ai essayé, dans cette note, de donner quelques éléments d'analyse symbolique de la mort du Président Omar Bongo précédée de celle de son épouse en l'espace de trois mois. Travaillant sur les imaginaires politiques, mon propos visait à mettre en exergue la manière dont la mort produit, exaspère, intensifie le lien politique, dans une relation qui n'est pas d'extériorité mais qui inscrit le pouvoir dans un paradigme de la guerre ou de la chasse. Les Gabonais doivent certes au Président Bongo de les avoir préservés des graves violences qui ont déchiré le tissu social dans les pays voisins comme le Congo-Brazzaville, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine et même le Cameroun. Mais cette « paix sociale » et cette « tranquillité » ont pour contrepartie la production d'une dette politique qu'une pancarte déployée à l'arrivée de la dépouille mortelle du Président à Libreville, devant plus de 10 000 personnes, a rappelé en ces termes : « La paix jusqu'au bout ». Cette injonction était objectivement adressée aux prétendants à la succession du Président dont la tâche sera, à coup sûr, de continuer à faire « manger la paix », mais aussi, à élargir de manière significative les cercles de la redistribution des immenses richesses nationales. Ce n'est que dans cette perspective que peut s'amorcer le processus d'inversion de ce principe du pouvoir de souveraineté qui est de « faire mourir et de laisser vivre », pour inscrire l'exercice du pouvoir selon le principe biopolitique du « faire vivre ou laisser mourir », où le pouvoir « laisse tomber la mort » pour promouvoir la vie dans une dynamique de « civilisation des mœurs » politiques ■

Joseph Tonda

Département de Sociologie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines,
Université de Libreville